

LES FLÉAUX D'UNE PRÉSIDENTE

Xénophobie, corruption, chute de la démographie : la Bulgarie, qui préside jusqu'en juin l'Union européenne, souffre de maux profonds.

PAR FRANÇOIS JANNE D'OTHÉE,
ENVOYÉ SPÉCIAL À SOFIA

Sofia dit non à la haine et à l'extrémisme » était le thème d'un forum international tenu dans les vénérables locaux de l'université de Sofia le 15 février dernier. Parmi les intervenants, quatre survivantes de l'Holocauste. L'objectif était de marquer le coup à la veille de la marche annuelle aux flambeaux en mémoire du général Hristo Loukov, collaborateur des nazis et antisémite notoire. Elle a réuni plus de 1 000 personnes en chemise noire. La maire de Sofia aurait voulu l'interdire, mais le tribunal ne lui a pas donné raison. Dans son allocution, elle a eu beau rappeler l'édit de tolérance à l'égard des chrétiens prononcé par l'empereur Galère en 311 après Jésus-Christ, et le creuset multireligieux qu'est devenue la capitale bulgare au fil des siècles, l'histoire fait parfois marche arrière.

Aujourd'hui, sous la bannière Patriotes unis, l'extrême droite se retrouve au pouvoir dans l'équipe dirigée par Boïko Borissov (centre-droit), ancien garde du corps et maire de Sofia. Dans cette alliance ultranationaliste, on trouve le parti Ataka, dirigé par le sulfureux député Volen Siderov, ouvertement raciste

et antisémite. « La Bulgarie n'a pas connu le régime nazi mais elle était son allié, rappelle Antony Todorov, professeur de sciences politiques à la Nouvelle Université bulgare. En 2001, Volen Siderov a écrit *Le Boomerang du Mal* où il évoquait le soi-disant complot judéo-bolchevique. Il a été forcé de retirer les phrases les plus outrageantes dans la deuxième édition. Quand il parle des Roms, changez ce nom en Juifs, et vous trouverez le discours nazi classique. »

Déjà l'année dernière, des photos de saluts nazis avaient confondu le vice-ministre du développement régional, un haut responsable de la Défense, un conseiller du président... Pour eux, il ne s'agissait que de « plaisanteries ». Or, c'est ce pays qui préside durant ce semestre, et pour la première fois, le Conseil de l'Union européenne. Dans une enquête d'Eurobaromètre, la Bulgarie est la plus raciste : seulement 21 % des Bulgares accepteraient que leur enfant sorte avec une personne de couleur, la moyenne européenne étant de 64 %. « L'extrémisme se banalise », résume le professeur. A telle enseigne que l'extrême droite, soutenue par l'Église orthodoxe,

est parvenue à rallier les socialistes (dans l'opposition) pour refuser la ratification de la convention d'Istanbul sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes, pourtant déjà ratifiée par 28 Etats européens. « Les milieux conservateurs ont réussi à présenter ce texte comme une porte ouverte à l'homosexualité, au troisième sexe, etc., ce qui n'était évidemment pas le cas », souligne Antony Todorov.

Le professeur préfère s'attarder sur son principal motif d'inquiétude : les discriminations. « Les inégalités économiques et sociales prolifèrent, détaille-t-il. Des familles pauvres ne parviennent pas à envoyer leurs enfants à l'école car le trajet, l'uniforme, les manuels, ce n'est pas gratuit (*NDLR : le salaire moyen est de 586 euros par mois*). Les chemins de fer bon marché ont été délaissés au profit d'autoroutes pour que la classe aisée puisse facilement rejoindre les bords de la mer Noire. Les Roms, qui sont des Bulgares à part entière, sont marginalisés, mais les jeunes aussi. Ils se disent : « Même si je fais des études, je ne trouverai pas de boulot ». Donc ils se tournent vers le passé vu que l'avenir n'existe pas. Ou cherchent leur salut à l'étranger. Des régions entières sont déshéritées. Le Nord-Ouest a perdu la moitié de sa population urbaine. » Le maire de Vratsa a déclaré que sans investissements, sa ville s'éteindrait d'elle-même dans dix ans.

Démographie en berne

C'est toute la Bulgarie qui se vide : le pays devrait chuter de 7,2 à 5,2 millions d'habitants à l'horizon 2050. Plus d'un million vivent à l'étranger, dont 700 000

dans l'Union européenne. Le phénomène est ancien, mais prend des proportions inquiétantes. Faire appel à des travailleurs étrangers ? Le responsable de la politique démographique n'est autre que Valeri Simeonov, leader du Front national pour le salut de la Bulgarie, parti de la coalition d'extrême droite. Il s'oppose à la venue de travailleurs étrangers, préférant se limiter aux pays voisins avec des minorités bulgares comme la Moldavie ou l'Ukraine, d'où proviennent des contingents de saisonniers. Les minorités turcophones ou roms (il avait qualifié ceux-ci de « créatures humaines méchantes et arrogantes ») sont laissées sur le carreau. Et pas question d'engager des migrants, maintenus à distance par une frontière hermétique et une politique répressive.

La corruption est sans doute le fléau qui mine le plus le pays. D'après Transparency International, la Bulgarie est le pays le plus corrompu de l'Union. « Elle est le principal facteur de ce sentiment de "sans issue", relève le professeur Todorov. La transformation de l'économie a entraîné en Bulgarie, ce qui a permis à des élites de s'approprier le potentiel économique de l'Etat avant de le privatiser bon marché. On n'a pas réussi à développer une classe d'entrepreneurs qui voudraient développer leurs propres entreprises. L'esprit de la fonction publique est corrompu, car trop de fonctionnaires craignent que s'ils ne s'inscrivent pas dans les réseaux de corruption des supérieurs, ils risquent de perdre leur boulot et leurs prébendes. »

Du côté européen, peu de voix s'élèvent. Le pays affiche des finances saines et

une croissance économique frôlant les 4%. «La Bulgarie est considérée comme une bonne élève car elle ne crée pas des problèmes comme les Grecs, les Polonais, les Hongrois, explique le professeur. Mais cette attitude entretient le problème. Nous attendons beaucoup du futur parquet européen. » Il existe certes des contre-pouvoirs. Pas tant du côté des médias – la Bulgarie est également bonne dernière européenne au classement de la liberté de la presse – que de de la société civile. « En 2013-2014, une forte mobilisation s'est manifestée

contre la nomination d'un oligarque dans les services secrets. Mais elle n'a pas mené à une coordination de la société civile. Les manifs sont dispersées et leurs organisateurs ne réussissent pas à formuler un projet commun. » Les écologistes bulgares sont sans doute les plus rassembleurs. Leur nouveau combat : une opposition frontale à la bétonisation du superbe massif du Pirin, un projet qui contrevient aux règles européennes. Un boulet de plus pour la présidence bulgare. ♦